

Rencontre annuel de la Section des Archives des Parlements et des Partis Politiques (SPP)
du Conseil Internationale des Archives
Corfu, 1-3 Novembre 2007

**“Archives des parlements, des partis politiques et des politiciens
et leurs institutions sœurs”**

«Comment accomplir la coopération entre les archives et les bibliothèques
et les centres de documentation»

Présentation de **Alfredo Caldeira**, Administrateur de l'Archive & Bibliothèque
de la Fondation Mário Soares

Titre : **La coopération dépasse la différence**

Les concepts actuels de l'information et, surtout, les modernes technologies que la véhiculent sont à la base d'une progressive érosion des classifications et distinctions classiques parmi archives, centres de documentation et bibliothèques.

En effet, et spécialement dans le champ politique – parlements, gouvernements, partis et leurs archives, centres de documentation et bibliothèques – la production, la circulation et la conservation de l'information ont souffert de mutations significatives le long de tout le XX^{ème} siècle, notamment par l'adoption des moyens audiovisuels (son et image) et, plus tard, par l'introduction de l'informatique.

Or, l'adoption massive de ces moyens – qui s'est traduit par l'introduction de nouveaux supports de l'information – a changé les barrières traditionnelles parmi les différents organes de gestion de l'information, faisant naître zones de juxtaposition et même de confusion. Il suffit de voir les centres multimédia qu'aujourd'hui traversent horizontalement les archives, les centres de documentation et les bibliothèques ou, plus récemment, le recours intensive au transfert de la connaissance et de l'information pour des supports numériques et l'usage de l'Internet, communes à ces « différents » gardiens du savoir.

C'est à dire: on avait, au XIX^{ème} siècle un seul support – le papier – sous formes diverses – le document, le journal, la lettre, le livre, etc. Mais, arrivés au XX^{ème} siècle, la production et la diffusion de l'information présentent, en plus, différents autres typologies: la photo, l'enregistrement sonore, le filme, le vidéo, l'information numérisée...

Mais, jusqu'à récemment, on a tous “ignoré” cette réalité et on a conservé les circuits traditionnels (document => archives / livre => bibliothèques), sans rechercher de nouvelles issues et solutions pour répondre à la nouvelle situation.

Les parlements, les gouvernements et les partis sont, en générale, conservateurs et ... innovateurs. D'un côté, se sont de lourdes machines, souvent très hiérarchisés ou même centralisés, où l'information n'est guère ouverte au grand publique, sauf en ce qui concerne l'activité législative ou de propagande. Mais, de l'autre côté, s'est fréquent que ces structures soient les premières à introduire l'innovation technologique – elles ont les moyens pour le faire et comprennent vite leur l'utilité.

Cette constatation, toutefois, presque jamais se répand à leurs archives, centres de documentation ou bibliothèques, la plupart des fois enfermés sur eux-mêmes et dépassés par le temps – vieux, sans le personnel spécialisé suffisant, encerclés par des motivations politiques, fermés à la recherche et au public en général.

Il y a, évidemment, des exceptions et, les dernières années, on a vu naître des projets et des réalités nouvelles, envisageant l'ouverture aux citoyens de l'information produite et détenue par ces institutions.

Ce sont principalement les Universités et les Média que, de façon différente mais maintes fois complémentaire, ont poussé cette ouverture et, de même, l'innovation des procédures de gestion et de diffusion de l'information. La vitesse et la globalisation actuelle de l'information l'exigent.

Mais il ne faut pas ignorer aussi les nouvelles conditions de sauvegarde de la mémoire politique – qui n'est plus confiné aux gigantesques archives nationaux et que, chaque fois plus, demeure dans ce que les brésiliens ont surnommé les « Maisons de Mémoire », c'est-à-dire, dans des institutions – publiques ou privés – qui gardent la mémoire d'un événement, d'une personnalité, d'un mouvement.

En effet, plusieurs archives nationaux ont cessé, par différentes raisons, d'incorporer et traiter les documents issus des parlements et des gouvernements et, surtout, des partis politiques ou des personnalités politiques.

Quoique légalement responsables de la gestion de l'information historique ainsi produite, au moins en ce qui concerne les parlements et les gouvernements, beaucoup d'archives nationaux n'ont pas réussi à le faire. Mais aussi les partis et les personnalités politiques ont, chaque fois de plus, préféré d'autres solutions, plus souples et moins dépendantes de l'État.

Mais là encore, la distinction traditionnelle entre documents et livres s'est imposé – et ce sont nombreux les différents chemins suivis par ces deux espèces, coupant fréquemment les liens essentiels que, à l'origine, les liaient, incorporés aujourd'hui dans des institutions diverses et que ne communiquent guère.

Voilà pourquoi aussi l'enjeu de cette rencontre de la SPP du ICA m'intéresse tant. L'interaction et les intérêts communs doivent succéder aux divisions traditionnelles et je crois que le recours systématique aux nouvelles technologies de l'information peut aider à résoudre beaucoup de problèmes qu'hier encore s'avéraient insurmontables.

Je dirige depuis onze ans un projet de numérisation de l'archive de l'ex- Premier Ministre et ex-Président de la République portugaise, Mário Soares. C'est un projet qui est né de sa décision d'ouvrir son archive personnel au public de son vivant .)

Le recours à la numérisation – assez rare il y a onze ans – nous a permis de commencer à ouvrir son archive une année après le début des travaux. Et, surtout, l'accomplissement rapide de cet objectif dans une Fondation privé (en quelque sorte, bâtie d'après le modèle des fondations présidentielles nord-américaines) a permis l'incorporation de nombreux archives de personnalités de la vie publique du Portugal et aussi des anciennes colonies portugaises (Cap Vert, Guinée-Bissau, Angola, Mozambique et Timor-Leste).

Ces différents fonds, aujourd'hui plus d'une centaine, couvrent tout le XX^{ème} siècle et, il faut le dire, présentent différentes couleurs politiques, de même qu'ils dépassent le seul caractère politique et couvrent aussi matières comme l'Histoire de l'Art, l'Anthropologie, la Biologie ou la Mathématique.

On a aussi entrepris la numérisation d'archives de distincts partis politiques, notamment le Parti Socialiste, dont Mr. Soares a été le Fondateur et Secrétaire Générale, élargissant ainsi l'univers historique ouvert aux chercheurs par la Fondation.

Présentation du système informatique et des documents numérisés

Dans une seconde phase, on a créé une Bibliothèque avec des livres de Mr. Soares, plus tard complétés par d'autres donations – et on l'a mis aussi dans le même système informatique (la fiche bibliographique, mais aussi l'index de chaque volume, avec OCR sur numérisation) et un petit résumé, permettant ainsi l'accès du lecteur à la totalité de cette information, par recherche en texte libre, disponible sur l'Internet.

Et par là, l'archive a changé son nom, s'appelant aujourd'hui «Archive & Bibliothèque», donnant la mesure de la proximité et complémentarité des deux bras, l'un s'appuyant sur l'autre et, tant que possible, avec recours aux mêmes techniques et aux mêmes solutions informatiques pour l'accès à l'information.

Il y a sept ans, on a commencé le traitement des photographies – environ 500.000 – avec recours pas seulement à la photographie traditionnelle, analogique, mais aussi en numérisant toutes les photos traitées et les introduisant dans le même système de gestion de documents en support digital.

Cette année, on avance avec le traitement des enregistrements sonores et vidéographiques, en étroite liaison avec des projets d'Histoire Oral.

La Fondation Mário Soares a publié plus d'une vingtaine de Cd-rom avec des documents de son Archive, quelques fois en étroite coopération avec des chercheurs de différentes Universités et aussi avec la Bibliothèque Nationale.

Il faut aussi dire qu'on a développé différentes actions de soutien des archives des pays de langue officielle portugaise, notamment au Cap Vert, Guinée-Bissau, Mozambique et Timor-Leste (j'espère, d'ailleurs, qu'on présentera au prochain Congrès International des Archives, qui tiendra place à Kuala Lumpur l'année prochaine, l'Archive de la Résistance de Timor-Leste, qui est déjà en grand partie numérisé).

Tout ce travail a toujours été accompli dans un esprit de grande ouverture en ce qui concerne le recours aux nouvelles technologies de l'information, envisageant par là l'accès plus rapide et commode à l'information, la préservation des originels (qui ne sont jamais admis à la lecture), l'interaction de différents supports et modes d'organisation de l'information (le document, le livre, la photo, l'enregistrement sonore, le film, etc.) et, surtout, l'objectif de partenariat avec d'autres institutions, publiques ou privées, nationales ou étrangères.

J'aime pas tellement le surnom de «fondations politiques» pour l'univers où jouent des institutions comme celle que je représente ici ou la Fondation Karamanlis.

Je préfère les voir comme des Maisons de Mémoire, justement dans la mesure où elles gardent la mémoire d'hommes politiques et sont censés de ne l'ouvrir pas seulement aux acteurs politiques, à leurs compagnons de route, mais aux chercheurs et aux citoyens en général.

Et c'est exactement cette Mémoire – dans ces deux cas, essentiellement politique – qu'il faut enrichir par des actions de coopération et de partenariat avec d'autres établissements, notamment celles des Parlements et des Partis ou ils ont traversé leur vie politique.

Personne n'est le seul maître du savoir et de la connaissance – ils doivent être échangés d'une façon chaque fois plus ouverte et coopérante. Le recours aux nouvelles technologies de l'information et à l'Internet a entrouvert importants chemins de coopération et d'accès à la connaissance.

Et les différentes techniques qui ont bâti ou accompagné la « spécificité » des archives, des centres de documentation et des bibliothèques doivent être réévaluées/simplifiées envers la création de nouvelles conditions d'échanges de données, c'est à dire, d'informations.

Mais, pour en profiter et surtout la faire profiter par les autres, il faut changer les habitudes et faire tomber les barrières (artificielles). Et là, dans les démocraties, le rôle essentiel advient à tous ceux qui ont de spéciales responsabilités sociales et politiques: les parlements, les gouvernements, les partis politiques.

Aujourd'hui, un document original peut rester n'importe où et, toutefois, être ouvert aux agents politiques, aux chercheurs et aux citoyens dans distinctes institutions et sur l'Internet – c'est là une conquête de la technologie que, parfois, demeure encore enfermé dans les coulisses du pouvoir – le pouvoir des politiciens, mais aussi des archivistes et des bibliothécaires...

En termes pratiques, l'élargissement des réseaux, notamment électroniques, doit être une des voies qu'il faut approfondir, sans avoir besoin de trop de formalités ni de désirs de pensée unique – la réalité actuelle des moyens techniques dépasse la fiction telle qu'on la dessinait il y a une trentaine d'années. Il nous faut donc ouvrir les portes, échanger des idées, réussir des échanges d'information et de documents, élargir la connaissance mutuelle, franchir ces vieilles frontières qui nous enferment encore.

Et pour cela, il nous faut donc comprendre nos intérêts communs et, au nom même de la citoyenneté, ouvrir des modes concrets de coopération, sans arrières pensées et envisageant une nouvelle réalité pour l'accès libre à l'information.

Alfredo Caldeira